les collectivistes ont toujours défendus, que les conservateurs ont maintes fois abandonnés.

En ce qui concerne la famille, je demande à nouveau à la *Dépêche* de nous fournir ses preuves; les enfants n'appartenant plus à la famille, élevés loin des parents dans les institutions de l'Etat, c'est ce que font certains catholiques; c'est du communisme, ce n'est pas du collectivisme.

Ces points de doctrine élucidés, je me vois encore dans la nécessité de répondre à la *Dépêche* sur certains points de fait :

1. Le citoyen Corion ayant dit à l'Alcagar, samedi dernier, qu'il avait été expulsé d'une réunion de M. Rogez, réunion privée bien entendu, et M. Caron ayant soutenu lundi à l'une de mes réunions que personne n'avait été expulsé le samedi précédent, la *Dépêche* en conclut que le citoyen Corion ment. Voilà un jugement hâtif et bien peu scientifique; quand un témoin honorable vient dire : j'ai vu, donc la chose est — la preuve est certaine; quand le même témoin honorable vient dire comme M. Caron : je n'ai vu expulser personne, donc la chose n'est pas, — il n'y a rien de prouvé.

Le citoyen Corion affirme avoir été expulsé après avoir manifesté l'intention de prendre la parole ; de ce que M. Caron ne s'en est pas aperçu il n'en résulte nullement que les choses ne se soient pas passées comme le dit Corion.

2. Je n'ai pas voté le crédit pour l'érection d'un monument à Pasteur. J'ai déjà dit pourquoi deux fois, et la *Dépêche* n'en a cure, je le répète une troisième : je ne partage pas l'engouement de statuomanie qui s'est emparé de la France. Les statues coûtent relativement cher, et, pour le même prix, j'estime qu'on peut aussi bien honorer un grand homme par la fondation d'une œuvre utile. Qu'on me prouve que j'ai tort, je ne demande pas mieux, mais je désire des raisons.

3. La *Dépêche* voudrait que je m'explique sur une interview recueillie par le *Gil Blas*, à ma sortie du cabinet de M. Bertulus, juge d'instruction, qui m'avait entendu comme témoin, interview que le journal rappelle en lettres d'un demi-centimètre de hauteur.

C'est fort simple. A mon entrée dans le cabinet du juge, j'ai rencontré un reporter de *La Patrie* avec qui j'ai parlé quelques minutes de la pluie et du beau temps : nous étions seuls. A ma sortie je n'ai rencontré personne ; l'interview du *Gil Blas* est de pure invention. Reprenant la phrase de M. Caron, je dis donc, mais avec plus de raison que lui : la *Dépêche*, en déclarant le contraire, a été trompée.

Quant au fond de l'affaire elle-même, mes interviews du *Temps* et de la *Petite République*, véridiques celles-là, se résument dans cette opinion :

Je ne défends pas Dreyfus, j'ignore comme tout le monde pourquoi il a été condamné, mais je défends un principe. Le peuple, en démolissant la Bastille en 1789, a voulu empêcher à l'avenir l'emprisonnement des citoyens sous le simple motif de la *Raison d'Etat*.

Si les pièces de la procédure suivie contre Dreyfus n'ont pas été discutées par lui, c'est au nom de la *Raison d'Etat* qu'il a été condamné ; or je prétends n'abandonner aucune des conquêtes de la Révolution.

Colonel SEVER.

Chronique électorale

LE CERCLE RÉPUBLICAIN L'"EXEMPLE" AUX ÉLECTEURS

On a lu d'autre part l'appel de la Fédération des Cercles en faveur de nos candidats Ghesquière et Sever. Voici la résolution prise hier soir à l'unanimité par le cercle républicain l'*Exemple*, en ce qui concerne la troisième circonscription de Lille:

Electeurs républicains,

Voter pour Rogez, c'est voter pour les blancs,

Voter pour Rogez, c'est voter pour la réaction,

Voter pour Rogez, c'est voter pour le gouvernement des curés,

Les républicains de la 3e circonscription ne doivent pas laisser passer un clérical ! Ce serait une honte !!

Citoyens,

Sans abandonner son programme, sans faire adhésion à d'autres doctrines que la doctrine républicaine,

le Cercle républicain «l'Exemple» déclare se rallier à la seule candidature républicaine du second tour, à la candidature du Colonel Sever, et

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

pour assurer l'échec de la réaction qui relève la tête,

Le Cercle invite tous les républicains à **voter contre Rogez pour le Colonel Sever.**

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Cercle Républicain «L'Exemple».

Cette décision honore l'association républicaine qui l'a prise ; elle indique assez que plus le jour du scrutin approche, plus se dessine le courant qui entraînera tous les électeurs de M. Tribourdeaux à faire balle contre la réaction, sur le nom du colonel Sever.

MANŒUVRES CLÉRICALES

Les soi-disant « démocrates » chrétiens (!) qui, durant le cours de la campagne électorale, ne s'étaient pas montrés, viennent actuellement en masse, dans les réunions de nos candidats, où ils font, non pas de la contradiction, mais de l'obstruction systématique.

Sans doute, ils escomptent la fatigue de nos camarades. Mais ils se trompent : ceux-ci sauront mettre bon ordre à la manœuvre que nous leur dénonçons.

Tous debout ! citoyens, contre les cléricaux ! Dimanche, vous vous reposerez sur vos lauriers.

ARRONDISSEMENT DE LILLE

AVIS IMPORTANT

Nous croyons devoir informer nos amis :

1° Que les cartes électorales, qui ont servi pour le scrutin du 8 mai, serviront de nouveau dimanche prochain 22 mai ;

2° Que l'électeur qui aurait égaré sa carte, pourra voter en se présentant au bureau de sa section accompagné de deux témoins qui attesteront son identité.

2e Circonscription

M. Loyer et les Coopératives

M. Loyer veut faire croire aux petits commerçants — dans le but de nuire à la candidature Ghesquière — que les coopératives ouvrières « ruinent » le petit commerce.

Qui donc réussira-t-il à tromper ?

Ceux qui, en effet, concurrencent ruineusement les petits commerçants, ce sont les gros capitalistes, les patrons réactionnaires et certains grands brasseurs, que M. Loyer connaît bien. Nous pourrions au besoin, établir une liste de ces ennemis-nés de la classe laborieuse, par les fourches caudines desquelles les tenanciers d'estaminets sont obligés de passer.

Voilà quels sont ceux qui ruinent le petit commerce. D'ailleurs le patronat, en abaissant les salaires, n'est-il pas le véritable créateur et fondateur des sociétés coopératives d'ouvriers ?

RÉUNION RUE DE JULIERS

La réunion organisée, salle Deconinck, rue de Juliers, réunion qui a permis à quatre cents électeurs d'entendre les orateurs du Parti ouvrier, a été magnifique.

C'est le citoyen Fourmy qui a été nommé président.

Nos amis Ghesquière et Devernay, conseillers généraux de Lille, ont expliqué aux électeurs républicains et socialistes leur devoir au point de vue républicain et les ont engagés à lutter contre la réaction cléricale et financière. Les orateurs ont été acclamés.

Un ordre du jour invitant tous les républicains et les socialistes à s'unir sur le nom du citoyen H. Ghesquière pour battre la réaction, a été voté à l'unanimité.

La séance a été levée au cri de : Vive la République !

* ** *

3e circonscription

OU SONT LES PALINODIES ?

La *Croix* — qui collectionne avec soin notre journal — reprend un article que nous consacrions, le 8 août 1895, au colonel Sever, et se montre surprise qu'après avoir combattu le candidat de la 3e circonscription de Lille, nous le recommandions aujourd'hui aux électeurs.

Les «étonnements» de la pieuse feuille nous étonnent toujours nous-même, tant ils sont marqués au coin de la mauvaise foi; tant on sent percer, — sous leur fausse naïveté, — la roublardise jésuitique qui caractérise les chanteurs d'*oremus*.

Eh oui ! nous avons jadis combattu le colonel Sever, — comme, dans le Tarn, les socialistes ont autrefois combattu Jaurès. Nous a ons, en 1895, déconseillé aux électeurs de lui accorder leurs suffrages, et nous le soutenons aujourd'hui avec une ardeur égale à celle que nous apportions naguère à lui faire échec.

Nous ne faisons nul mystère de notre attitude passée, et la *Croix* a été bien inspirée, en nous perpétuant une fois pour toutes, de nous expliquer à ce sujet.

En 1895, Sever se présentait, comme progressiste, contre Ghesquière, candidat du Parti ouvrier. Nous ne le connaissions et ne pouvions l'apprécier que d'après ses déclarations. Or, celles-ci nous paraissaient insuffisantes.

Nous écrivions alors :

« *Il n'a aucune idée précise* sur les questions politiques, économiques ou sociales qui sont à l'ordre du jour. »

Mais les choses ont bien changé depuis : Au Parlement, Sever s'est rapproché peu à peu de Jaurès, de Viviani, de Millerand, de Guesde ; avec l'acharnement qu'apporte l'homme de science à s'instruire, dans toutes les circonstances de la vie, il s'est pénétré de nos doctrines, et en a compris la vérité. Lorsque l'évolution de ses idées a été faite et parfaite, il s'est officiellement enrôlé dans nos rangs et nous a donné de tels gages de sa sincérité, en même temps que de sa haute valeur, que nous sommes heureux de le compter aujourd'hui parmi les plus vaillants et les plus dévoués des propagandistes qui honorent notre Parti.

Ah ! si, mentant à sa conscience, Sever était resté ce qu'il fut autrefois: si n'imitant pas Jaurès, il avait refusé d'ouvrir les yeux à la lumière aveuglante de l'idée, la *Croix* n'aurait pas assez de goupillons pour le bénir; M. Rogez se fût tenu dans l'ombre, et Sever eût été assuré du succès au premier tour. Mais il est des capitulations que l'honnête homme n'admet pas.

Et puis, convient-il bien au journal des jésuites de parler de palinodies ?... Est-ce que le cléricalisme ne s'est pas, tour à tour, accommodé de tous les régimes ?.. Un pape sacra jadis Napoléon Ier ; quelques années plus tard, le représentant de la sacro-sainte Eglise bénissait le Roy fleurdelysé ; les curés chantèrent des *Te Deum* à l'avènement de la branche cadette, puis en 1848, puis en 1851 : en 1871, enfin, ils encensaient la République de M. Thiers. Aujourd'hui, ils brûlent de l'encens aux pieds de M. Méline.

De même, les *Croix* et autres *Dépêche*, qui il y a quelques années hurlaient à la mort de la gueuse, derrière M. de Cassagnac, se sont aujourd'hui « ralliées » à la République, entraînant derrière eux les palinodistes Loyer, Rogez, Motte, Masurel et consorts.

« L'homme absurde est celui qui ne change jamais », a dit le poète.

C'est absurde ou malhonnête : et c'est pourquoi le colonel Sever, — qui est aussi loin d'être un homme absurde que la *Croix* est loin d'être un journal républicain — a obéi à l'impulsion de sa raison et de sa conscience en venant à nous.

A LA SALLE BRÛLE-MAISON

Hier a eu lieu, salle Brûle-Maison, la réunion annoncée. Les trois cents électeurs qui avaient répondu à notre appel ont acclamé pour président le citoyen Vaucamp qui, après quelques mots de remerciements, a donné la parole au colonel Sever.

Discours de Sever

Le citoyen Sever dit pourquoi l'union doit se faire au second tour de scrutin entre progressistes, radicaux et socialistes. Le programme de Gambetta, après vingt-huit ans de République, est loin d'être appliqué ; les républicains sincères ont assez de désirerata communs, pour qu'on ne s'étonne pas s'ils marchent ensemble contre la réaction soutenue par le ministère Méline.

Un contradicteur

Les démocrates-chrétiens, élèves de la faculté catholique, qui sont en nombre dans la salle, délèguent l'un des leurs à la tribune.

L'orateur déclare qu'il va faire un exposé de programme, ce que à son avis n'a pas fait le citoyen Sever, mais il tient mal sa promesse et se borne à dire que :

Sever a tort de vouloir la suppression des armées permanentes, un des articles du programme du Parti ouvrier ;

MM. Goblet et Bourgeois ne sont pas partisans de la séparation des Eglises et de l'Etat ;

Les socialistes veulent la suppression de la famille ;

Les sociétés de secours mutuels, auxquelles s'intéressait tant M. Rogez, sauveront la société ;

Notre drapeau, c'est le drapeau tricolore, notre chant national, c'est la *Marseillaise*, ajoute-t-il.

Réponse de Sever

Le colonel Sever répond que l'armée du service de 1 et 3 ans n'est plus une armée permanente, que les cadres d'officiers seuls sont permanents, qu'à la mobilisation il faut les tripler avec des officiers de réserve, que dans ces conditions on pourrait avec avantage non copier la Suisse mais s'inspirer de ce qu'elle fait pour son armée.

Les citoyens Bourgeois et Goblet, s'ils ne votent pas la séparation des Eglises et de l'Etat, sont au moins prêts à voter les lois propres à amener cette séparation.

Les collectivistes n'ont jamais voulu toucher à la famille.

Ils trouvent les sociétés de secours mutuels excellentes pour ceux qui en font partie et n'ont qu'un désir, voir l'universalité des citoyens en profiter. Du coup le socialisme serait accompli.

Les socialistes n'ont renié ni le drapeau tricolore, ni la *Marseillaise*. Ils ont un drapeau spécial à leur classe, comme les catholiques ont le drapeau du pape. Si ces derniers chantent aujourd'hui la *Marseillaise*, qu'ils réprouvaient jadis, c'est que le pape le leur a ordonné.

La note comique

Un nouvel orateur (?) paraît à la tribune. C'est Jean-Jean, un M. Marchand fils, lueur à l'abattoir, dont la spécialité est de faire des poids.. Il est fâcheux que cet heureux n'ait pas cultivé la parole avec le même soin que ses biceps, et que ses effets oratoires ne soient pas comparables à ses effets de torse.

On comprend vaguement qu'il parle de l'alliance franco-russe qu'il appelle la cheville de la sécurité nationale et qu'il reproche à Sever de n'avoir pas voté.

Il se retire satisfait.

Intervention cléricale

Un jeune étudiant de la Faculté catholique, M. Marlière, le même qui, aux élections municipales, se flattait au Conservatoire d'être un clérical convaincu, attaque à son tour et le colonel Sever, et les idées socialistes.

Comme le précédent, il reproche à Sever d'avoir voté contre l'alliance franco-russe ; il prétend que les socialistes, au congrès de Zurich, ont déclaré qu'ils entendaient maintenir la femme à l'atelier tandis que les chrétiens démocrates voulaient l'empêcher d'y aller ; il dit que les conservateurs sont seuls partisans des caisses de retraites, puisqu'au Conseil général M. Dron a déclaré qu'on ne trouverait jamais l'argent nécessaire pour les constituer ; il déclare que le suffrage universel est mal organisé ; qu'il faudrait que chaque catégorie d'intérêt ait sa représentation spéciale dans les corps élus, et qu'il faut donner aux ouvriers la représentation proportionnelle à laquelle ils ont droit ; il termine en invitant les électeurs à voter pour M. Rogez qui défendra ces idées bien mieux que le colonel Sever.

Le jeune Marlière raconte cette petite histoire avec l'assurance spéciale aux produits de la Faculté catholique, dressés pour travestir les faits à la façon du père Loriquet, avec le même soin qu'on gave les oies pour produire les pâtés de foie gras. Il recueille les applaudissements timides de quelques-uns de ces amis et les huées de la plupart des assistants.

Réplique de Delesalle

C'est Delesalle qui se charge d'exécuter le jeune démocrate, après que Sever eut répondu en ce qui concerne l'alliance franco-russe qu'il n'a jamais eu ni à la voter, ni à la repousser, puisque jamais le prétendu gouvernement républicain n'a voulu en communiquer le texte.

Delesalle commence en se félicitant de voir de jeunes adversaires descendre dans l'arène, mais il serait heureux de les voir d'abord apprendre l'histoire à l'école de la vérité, et non à l'école de la mauvaise foi. Notre ami relève point par point le discours de M. Marlière.

Au congrès de Zurich, les socialistes se sont refusés à voter l'interdiction du travail des femmes, parce qu'avant de prendre cette mesure, il faut donner aux femmes qui n'ont pas le travail d'un homme pour les nourrir et nourrir leurs enfants le moyen de gagner leur vie autrement que par la prostitution.

Qu'on vote le minimum de salaire, et le travail de la femme ouvrière ne viendra plus peser sur le salaire de l'homme : c'est la société capitaliste qui oppose le travail féminin au travail de l'homme ; la prohibition ne ferait que sacrifier un sexe sans profit pour l'autre ; l'ordre socialiste peut seul harmoniser ces intérêts antagoniques.

Les retraites ouvrières, on ne devrait pas oser en parler quand on se fait le défenseur de M. Loyer qui, à la Chambre, a voté contre la proposition de Guesde à ce sujet, et pourquoi ? parce que cette caisse était alimentée par un impôt sur la grande propriété. Les cléricaux veulent bien d'une caisse de retraites, mais à la condition de n'y pas contribuer.

Une caisse de retraites constituée avec le produit de l'impôt actuel serait un mensonge car l'impôt est fourni par la classe ouvrière ; on ne ferait donc que prendre d'une main aux ouvriers, pour le leur donner de l'autre. Il faudrait d'abord faire peser l'impôt sur ceux qui possèdent, et cela les réactionnaires n'en veulent pas. Au pis aller, qu'ils économisent à supprimer le budget des cultes, il y a là des millions tout trouvés pour la caisse de secours.

Delesalle déshabille ensuite la tactique des démocrates-chrétiens qui ont essayé de diviser la classe ouvrière pour le compte de la société capitaliste. Il flétrit les moyens employés, et notamment l'exhibition de ces verriers de Carmaux, dont les Masurels et les Loyer exploitent les rancunes, pauvres gens qui, dépouillés par les Rességuier du midi, viennent vendre leur concours aux Rességuier du Nord.

Le citoyen Marlière, dit Delesalle, est venu ici se poser en défenseur du suffrage universel et réclamer pour les ouvriers le droit à une représentation proportionnelle.

Qu'on regarde en Belgique comment les amis de M. Rogez ont donné aux ouvriers une représentation proportionnelle; ils lui ont dit : « Tu auras une voix, et nous deux et trois voix. » Voilà ce que font les cléricaux à côté de ce qu'ils disent.

Toute l'argumentation serrée de Delesalle a été hachée par les applaudissements ; les jeunes échappés de bénitiers paraissaient atterrés d'être convaincus de déloyauté et de fausseté, et lorsque le président a invité l'assemblée à acclamer la candidature Sever, toute la salle retentit d'un formidable cri de Vive la République ! à bas la calotte !

La Faculté catholique aurait mieux fait hier de fermer ses vitrines.

* ** *

3e circonscription

M. DRON AUX ÉLECTEURS

Le *Progrès du Nord* a publié hier l'appel suivant de M. Dron aux électeurs :

La réaction a été mise en échec le 8 mai.

Les deux candidats démocrates ont réuni 10.838 suffrages. Le candidat aristocrate qui représente avant tout ses intérêts et ceux de « son monde », n'en a obtenu que 9404. M. Albert peut les saluer : il ne les retrouvera pas.

M. Masurel se dit républicain. Regardez les prétendus républicains qui marchent avec lui.

Ce sont les mêmes qui, hier encore, sifflaient la *Marseillaise*, dont, par ordre, ils nous assourdissent aujourd'hui — qui parcouraient nos rues le 14 juillet, notant sur leurs carnets d'espionnage les citoyens qui arboraient le drapeau tricolore. Ce sont eux qui terrorisent les ouvriers et prétendent les faire marcher au scrutin comme un troupeau d'esclaves — qui inquiètent les petits commerçants, ne leur laissant même pas le droit de choisir pour leurs enfants l'école qui leur plaît — qui veulent livrer l'école communale aux congrégations.

Quant à la réforme des impôts qui écrasent les petits et ménagent les gros, ils n'en parlent pas. Ils sont satisfaits que le luxueux château paie six fois moins de contributions que la modeste maison et que les patentes écrasent les petites gens, quand le millionnaire M. Masurel n'est, à même imposé pour la vente au détail qui se fait dans sa maison de Roubaix. (On sait que ce Tourquennois né natif et sa famille en ligne directe n'ont pas payé un sou de patente à Tourcoing depuis plus de 40 ans).

Ils se gardent bien aussi, parce que leur intérêt est en jeu, de parler des mesures à prendre contre les étrangers qui viennent enlever le travail des Français.

Pas un mot non plus des agioteurs et des accapareurs qui s'engraissent aux dépens des cultivateurs et de la masse qui consomme.

Cette République-là peut convenir à quelques millionnaires jouisseurs, elle n'est pas la mienne ; elle n'est pas celle que réclame la démocratie. Les travailleurs qui peinent et souffrent sans pouvoir amasser quelques sous pour assurer le repos de leurs vieux jours et l'avenir de leurs enfants, en attendent une autre. Je suis leur homme.

Si ces réactionnaires se présentaient tels qu'ils sont, ils feraient trop triste figure devant le suffrage universel. Aussi cherchent-ils à le tromper par de grossières diversions.

A les entendre, le patriotisme est à eux ; le drapeau tricolore est leur chose.

Tas de farceurs !

Il y a plus de dix ans que je parcours les communes de nos cantons, prêchant le culte de la Patrie dans les fêtes commémoratives, dans les cérémonies d'inauguration des monuments élevés à la mémoire des soldats morts pour leur pays, aux funérailles des anciens militaires. Que faisait donc M. Masurel pendant ce temps-là ? Il faisait bonne chère dans son château ou se payait des voyages d'agrément en Allemagne.

Que faisait ce châtelain, il y a quelques années, quand, malgré le Conseil municipal de Linselles qui a eu l'indignité de faire payer 150 francs pour une concession de terrain au cimetière, j'allais avec les anciens soldats de cette commune et le concours de nombreuses sociétés de Tourcoing, inaugurer la colonne érigée en l'honneur des enfants de Linselles morts pour la patrie ? Les réactionnaires de l'endroit et M. Albert Masurel s'abstenaient. Aujourd'hui on m'y reçoit à coups de pierre. Les gens de cœur et les citoyens libres ne s'indigneront-ils pas ? Nous saurons dimanche combien il y en a à Linselles.

Le patriotisme des réactionnaires ? j'en ai jugé à Tourcoing quand ils s'opposaient ragesement à la constitution d'une fédération des anciens militaires, dont j'avais pris l'initiative et qui a été faite malgré eux. N'est-ce pas que ce sont de fameux patriotes !

Mais ce qu'il y a de plus répugnant, c'est leur campagne pour corrompre et terroriser les électeurs.

Ah ! vous avez pensé, M. Masurel, parce que vous avez pu acheter quelques misérables, que vos millions auraient raison de l'indépendance des électeurs. On voit bien que vous ne connaissez pas le peuple. Il vous montrera dimanche qu'il a conscience de ses droits, qu'il est attaché à ses idées et que sa pauvreté honnête méprise votre argent.

Quant aux patrons qui cherchent à peser sur les ouvriers, qui ont le cynisme de les menacer dans le pain de leur famille, qu'ils prennent garde ! Il y a encore une justice en France. Les ouvriers qui ne veulent pas être des esclaves, feront justice de ces honteuses manœuvres.

M. Masurel a vécu jusqu'ici comme un parfait égoïste, ne se souciant pas des misères des autres, arrondissant sa bourse et menant une vie luxueuse.

Pour moi, depuis 15 ans, je suis sur la brèche, sacrifiant mes intérêts et mon repos, défendant la République, mettant tout ce que j'ai de cœur et d'intelligence au service de mes concitoyens, consolant ceux qui sont dans l'embarras, soulageant les infortunes.

Quand le château du millionnaire reste fermé aux petites gens, ma modeste maison est ouverte à tous.

Citoyens, vous êtes des juges. Le bulletin de vote est secret. Ne craignez rien et faites votre devoir.

Gustave DRON,
député sortant.

ARRONDISSEMENT de VALENCIENNE

1re Circonscription

CAMÉLINAT A SES ÉLECTEURS

Le citoyen Camélinat adresse aux électeurs de la 1re circonscription de Valenciennes, la lettre suivante :

Citoyens,

Pour la première fois que le Parti Ouvrier engageait la lutte dans votre circonscription, vous avez, par 2,931 voix, affirmé vos convictions républicaines et socialistes.

Ce résultat, que nos adversaires eux-mêmes reconnaissent n'avoir pas prévu, dépasse toutes nos espérances. Il a groupé sur mon nom, malgré la pression administrative et patronale, malgré les entraves de toutes sortes à la liberté du vote près du tiers des suffrages exprimés. Je vous en adresse mes plus vifs remerciments.

Tout en restant à votre disposition pour la campagne de propagande que nous avons entreprise, je me retire de la lutte électorale, persuadé que dimanche vous saurez voter au mieux des intérêts du travailleur et préparer le triomphe prochain et définitif de la République sociale.

Valenciennes, le 17 Mai 1898.

CAMÉLINAT,

* ** *

2e Circonscription

Lettre du citoyen Dazet à ses électeurs

Voici la lettre de remerciments que le citoyen Georges Dazet adresse aux électeurs, en se retirant de la lutte électorale :

Citoyens,

Par 4077 voix, ceux d'entre vous qui ont pu échapper soit à la tyrannie patronale, soit à la pression officielle, ont affirmé sur mon nom la volonté de fonder dans ce pays la République sociale.

Les bulletins socialistes se sont trouvés en minorité dans les urnes ; j'affirme, parce que je le sais, que, si vous aviez été vraiment libres, le résultat eût été tout différent.

J'affirme que la minorité d'hier sera la majorité de demain.

Et moi qui aurai eu le grand honneur d'être celui sur le nom duquel, pour la première fois, les socialistes conscients et libres se seront comptés dans cette région, où je me sens désormais naturalisé, je vous donne rendez-vous, Citoyens, pour le prochain combat, c'est-à-dire pour la victoire prochaine.

Je reste avec vous, vous resterez avec moi : nous nous retrouverons bientôt, les recrues de demain venant se joindre aux soldats d'aujourd'hui, pour combattre ensemble des adversaires qui ne s'illusionnent pas eux-mêmes sur la valeur de leur succès sans lendemain.

En attendant la revanche assurée que l'avenir nous tient en réserve, je compte sur vous, Citoyens, sans vouloir vous faire l'injure de vous dicter votre conduite, pour servir suivant les inspirations de vos consciences, la cause à laquelle nous avons voué nos cœurs.

Vive la République sociale !

Valenciennes, le 17 mai 1898

G. DAZET.

* ** *

Les électeurs socialistes des première et deuxième circonscriptions de Valenciennes sauront, à n'en pas douter, remplir, dimanche, leur devoir.

Mais leur attitude, il est nécessaire de le remarquer, contrastera avec l'inqualifiable conduite de M. Sirot-Mallez, candidat dans la troisième circonscription, qui n'a pas craint, par haine du socialisme et sous la suggestion d'une ambition que ne justifie aucunement son passé politique, de faire appel à la réaction pour combattre le citoyen Selles, maire de Denain, arrivé premier au scrutin du 8 mai.

La honte de M. Sirot-Mallez, devant l'opinion, sera d'autant plus grande que nos amis des autres circonscriptions de Valenciennes se montreront plus dédaigneux de ses inqualifiables provocations à la division républicaine.

Et à ce propos, nous sommes autorisé à démentir que le citoyen Declève maintienne la candidature qu'il avait d'abord posée sous le coup d'une indignation fort légitime en soi.

Declève a, en effet, avisé mardi soir, par télégramme, la préfecture, qu'il annulait sa déclaration.

Ainsi MM. Weil-Mallet dans la première circonscription et Lepez dans la deuxième luttent, seuls, contre MM. Renard et de Poncheville.

Dans la troisième quoi que fassent M. Sirot-Mallez et ses amis les cléricaux, le citoyen Selles sera élu député.

M. Sirot-Mallez apprendra à ses dépens qu'on ne forfait pas en vain au devoir républicain.

Nous ne voulons pas d'autre vengeance et nos amis de Valenciennes et de Saint-Amand n'en demandent pas davantage

G. S.-E.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI

2e circonscription

La campagne de M. Morcrette-Ledieu. — Les meilleures nouvelles nous parviennent de la deuxième circonscription de Cambrai, où notre dévoué camarade Rassel lutte contre le radical Morcrette-Ledieu, soutenu par la *Dépêche* et l'*Echo du Nord*.

Les radicaux comprenant le danger vont se grouper autour du drapeau républicain pour faire face à l'ennemi commun.

Le millionnaire Morcrette, se sentant perdu et n'osant pas se montrer dans les réunions publiques, a organisé une bande d'agents électoraux, plus de six cents, qui vont de village en village répandre les plus infâmes mensonges contre le candidat républicain-socialiste Rassel.

Partout on les repousse avec mépris. L'honnête population du Cambrésis est écœurée. Les méprisables personnages en seront pour leur courte honte.

Le peuple rejettera le 22 mai, le candidat méliniste Morcrette qui ose employer d'aussi tristes moyens de propagande. La sainte galette des puissants pachas des bagnes capitalistes ne parviendra pas à arrêter le grand mouvement populaire.

Les tisseurs qui meurent de faim, ne gagnant en moyenne que quatre-vingt centimes par jour (tissage à la main) et à peine le double dans les tissages mécaniques voteront comme un seul homme, pour leur énergique défenseur Rassel.

De nombreuses réunions ont eu lieu cette semaine, notamment à Vendegies-sur-Ecaillon, Romeries, Sommaing, Montigny, Ligny-en-Cambrésis, Catillon, Neuvilly, Haussy. Les conférenciers socialistes y ont obtenu un énorme succès. Pas un seul contradicteur n'a osé se présenter à la tribune. Des acclamations enthousiastes sont venues saluer les franches et loyales déclarations du citoyen Rassel. Dès maintenant, l'on peut affirmer sans crainte de se tromper que c'est la victoire assurée pour le candidat socialiste malgré toutes les basses manœuvres d'adversaires aux abois.

RÉUNIONS ÉLECTORALES

2e CIRCONSCRIPTION DE LILLE

SEQUEDIN. — Aujourd'hui 19, à 6 h. du soir, estaminet du Damier, tenu par Leroy-Pottier, réunion par Samson et Ghesquière.

WAVRIN. — Aujourd'hui 19, à 7 h. du soir, salle Jules Bont, réunion, sous la présidence du citoyen Crétel, par Devraigne et Raghoboom.

LOMME. — Aujourd'hui 19, à 7 h. du soir, estaminet de la Foire d'Or, au Bourg, réunion par Ferrand et Franc.

HAUBOURDIN. — Aujourd'hui 19, à 7 h. du soir, estaminet du Progrès, chez Delpierre, rue de l'Eglise, réunion, sous la présidence du citoyen Stace-Brame, adjoint au maire de Lille, avec le concours du citoyen Fourmigo, député de l'Aisne, et de Devraigne, professeur d'agriculture.

LILLE. — Vendredi 20 mai, à 8 h. du soir, salle de l'Alliance, rue d'Arras, réunion par Delesalle et H. Ghesquière.

3e CIRCONSCRIPTION DE LILLE

MONS-EN-BARŒUL. — Aujourd'hui 19, à 7 h. du soir, estaminet de la Mairie, réunion par Sever et Delory, maire de Lille.

28

LES

DEUX GOSSES

PAR

PIERRE DECOURCELLE

PREMIERE PARTIE

Ce que dure le bonheur

V

UN COUP DE FOUDRE

Les paroles de sa femme calmèrent un peu l'agitation où Ramon avait été jeté subitement à la nouvelle qu'Hélène n'était pas allée à Penhoët, comme elle lui en avait donné l'assurance. La jalousie, qui était le fond de son caractère et le propre du sang hispano-américain qui coulait dans ses veines, s'était soudain allumée chez lui, terrible.

En un instant, cette femme qu'il adorait, en laquelle il croyait comme en une sainte, il l'avait vue coupable, parjure.

Un âot de sang lui était monté aux yeux.

Sa tête s'était perdue.

Mille pensées affreuses s'étaient heurtées pêle-mêle dans son cerveau brûlant et affolé.

Heureusement, il s'était remis vite, Et lorsqu'ils se trouvèrent réunis tous les quatre à table, dans cette chère intimité de la famille dont il avait été si longtemps sevré, tandis que sa mère parlait de sa voix douce et grave, que sa femme, penchée sur son enfant, coupait le pain ou la viande du cher petit, Ramon s'en voulut et se maudit en lui-même de la folie qui l'avait un instant envahi.

— Insensé que je suis ! pensait-il. Hélène coupable ! Comme si c'était possible avec ce front pur, avec ces yeux limpides et cette âme d'ange que je connais si bien... Elle n'est pas allée à Penhoët, c'est évident ; mais elle m'expliquera tout à l'heure la raison de son petit mensonge, en même temps qu'elle me révélera le motif du voyage qu'elle a fait !

Fatiguée par la route, la comtesse Montlaur ne tarda pas à se retirer dans l'appartement qu'Hélène lui avait fait préparer, non pas qu'elle voulût déjà se mettre au lit, — les vieillards dorment peu, et la comtesse ne faisait guère exception à la règle, — mais elle avait coutume, une fois la journée terminée, de rester longtemps dans son fauteuil à repasser les événements et à rêver, paisible et recueillie, à l'avenir des siens et à son passé à elle.

Fanfan, depuis quelque temps déjà, avait embrassé tout le monde et était monté dans la petite chambre du second, qui était la sienne, à côté de celle de sa fidèle et dévouée Thérèse.

Hélène tendit son front à sa belle-mère, laissant auprès d'elle Ramon, qui voulait voir la lettre du docteur Legris pour la célébrité parisienne à laquelle le médecin breton confiait le soin d'opérer et de guérir Mme de Montlaur.

Elle monta dans la chambre de son fils.

L'enfant dormait déjà, ses petits poings fermés par dessus la couverture. Elle l'embrassa longuement et redescendit dans le salon.

Elle ne voulait pas rentrer tout de suite dans sa chambre, où elle devait retrouver Ramon.

Elle avait besoin d'être seule et de réfléchir sans perdre un moment.

Elle avait promis à son mari de lui donner l'explication de son absence, et elle se demandait anxieusement ce qu'elle allait pouvoir lui dire pour la motiver.

Puisqu'elle n'avait pas paru à Penhoët et qu'il le savait, où dirait-elle être allée ?

Quelle excuse pouvait-elle invoquer pour légitimer à ses yeux ces deux journées, cette nuit passée hors de chez elle ?

Un mensonge ? soit ! Elle se résignerait encore à en faire un, malgré l'horreur que ce mot seul lui inspirait.

Mais lequel !

Dans l'accord fait entre elle et sa belle-sœur, celle-ci avait tout prévu.

Rien ne lui venait !

En tout cas, ce qu'il fallait avant tout, c'était détruire au plus vite cette lettre fatale de Robert d'Alboize qu'elle n'avait pas encore eu le temps de lire, mais qui, tombant entre les mains de Ramon, pouvait tout perdre.

Hélène la prit dans son corsage et la décacheta hâtivement.

« Par suite d'un accident incroyable, inouï, mais réel et navrant, disait le jeune officier, je ne puis, Madame, vous renvoyer vos lettres, ainsi que je l'avais promis.

« Mais ne craignez rien.

« Elles doivent être, elles sont anéanties.

« Il ne reste plus aucune trace des sermons que vous m'aviez faits, aucune trace de l'amour que vous m'aviez juré éternel ; il ne reste rien qui puisse rappeler et les douces heures que vous m'avez données et les bonheurs sur lesquels j'avais bâti ma vie.

« Vous pourrez désormais présenter à votre mari des lèvres qui seront bien à lui.

« Notre enfant même ne peut plus être un lien entre nous.

« J'ai juré que je n'apparaîtrais plus dans votre vie. J'obéirai.

« Oubliez-moi donc, puisque vous le pouvez ! »

La lettre n'était pas signée.

Hélène avait à peine eu le temps de parcourir fiévreusement ces lignes qu'une main saisit sa main, qui tenait encore l'enveloppe.

Son mari, qu'elle n'avait pas entendu venir, était devant elle.

— Qu'est-ce donc que cette lettre que vous lisez avec tant d'intérêt, Hélène ? Et pourquoi êtes-vous aussi pâle ? demanda-t-il d'une voix altérée.

Elle leva les yeux vers lui.

Si elle était pâle, il l'était à coup sûr plus qu'elle, et un sillon bleuâtre et profond s'était subitement creusé sous ses yeux, où brillait l'éclair d'une jalousie farouche.

D'un geste instinctif, Hélène, dont son mari avait pris la main gauche, avait froissé la lettre et la tenait convulsivement serrée dans son autre main.

— Voulez-vous me remettre cette lettre, Hélène ? demanda Ramon.

Elle appela à elle tout son courage, et répondit d'une voix étouffée :

— Je ne peux pas.

— Vous ne pouvez pas, reprit-il avec un sourire amer. En vérité ?... Vous la femme irréprochable, le modèle des épouses et des mères, vous la tendresse, la franchise, l'honneur, vous avez un secret pour votre mari ?...

— Il le faut, continua-t-elle sourdement.

— Cette lettre, que dit-elle donc ? reprit-il les dents serrées.

— Je ne sais pas. J'y jetais les yeux quand tu es entré. Je ne l'ai pas lue.

— Eh bien, je la lirai, moi...

— Ah ! mon Dieu ! fit Hélène qui jusque-là n'avait été préoccupée que de sauvegarder la sœur de celui qu'elle aimait tant, et à l'esprit de laquelle une autre pensée vint soudain... Mais que crois-tu donc ?...